

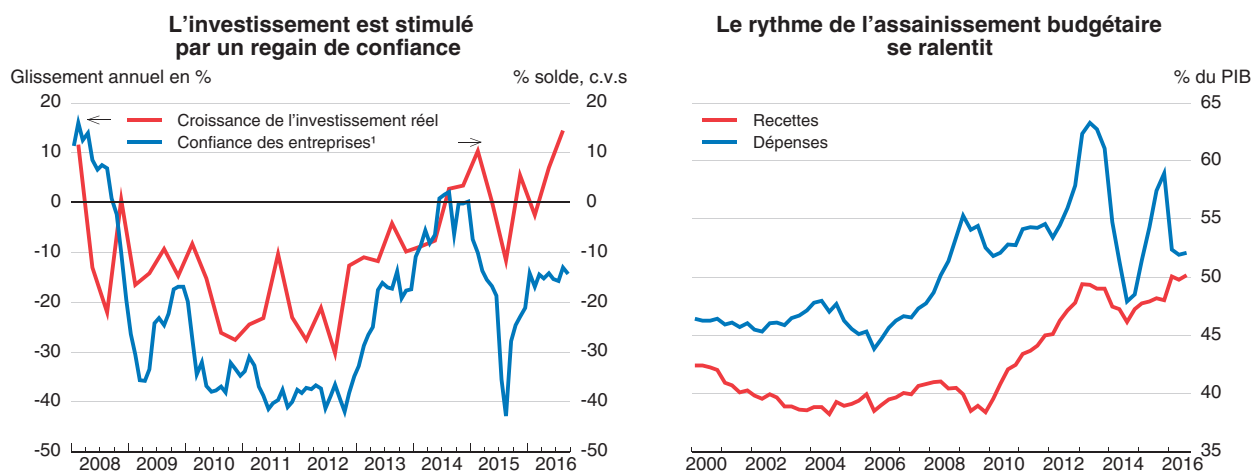
GRÈCE

On estime que la croissance a rebondi au second semestre de 2016 et qu'elle gagnera de la vigueur en 2017 et en 2018 dès lors que les réformes structurelles commenceront à porter leurs fruits, que l'achèvement de l'examen de la politique économique avec les créanciers nourrira un regain de confiance des entreprises et des consommateurs et que les conditions économiques et politiques se stabiliseront. Les exportations de services sont médiocres en raison des rigidités structurelles et du contrôle des mouvements de capitaux (qui amputent en particulier les recettes à l'exportation dans le secteur des transports maritimes). L'emploi devrait s'améliorer, mais le chômage reste bien trop élevé.

Le revenu minimum garanti devrait contribuer à lutter contre la montée de la pauvreté et à rendre la croissance plus inclusive. La mise en œuvre de réformes structurelles essentielles, comme l'allègement de la réglementation et du coût qu'elle représente dans les secteurs de l'énergie et des transports, stimulera la productivité et la croissance. Le niveau élevé des créances douteuses freine l'expansion du crédit et bride l'investissement ; il faudrait traiter ce problème en mettant en œuvre les incitations efficaces déjà votées et en assignant aux banques des objectifs de performance permettant de suivre leurs progrès en matière de réduction des créances douteuses.

L'ampleur de la dette publique compromet la confiance dans l'économie grecque, ce qui justifierait un nouvel allègement. Même si les ambitieux objectifs budgétaires à moyen terme fixés par l'accord de 2015 avec les créanciers étaient atteints, il faudrait faire encore davantage pour rendre la dette publique viable. L'application de réformes structurelles doperait la croissance et partant, serait positive pour la dynamique de la dette. Pour accroître les recettes, il conviendrait d'élargir encore la base d'imposition et de faire en sorte que le nouvel organisme indépendant chargé de percevoir les recettes publiques réussisse à améliorer la discipline fiscale et la collecte de l'impôt.

Grèce



1. Moyenne non pondérée des données pour l'industrie manufacturière, la construction, le commerce et les services aux entreprises.
Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100 ; base de données des Principaux indicateurs économiques de l'OCDE.

Grèce : **Demande, production et prix**

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
	Prix courants milliards de EUR	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
PIB aux prix du marché	180.5	0.4	-0.3	0.0	1.3	1.9
Consommation privée	127.8	0.7	0.3	-0.9	0.8	1.6
Consommation publique	37.1	-2.4	-0.1	-1.7	-1.1	-0.4
Formation brute de capital fixe	21.7	-2.7	0.9	3.3	4.3	4.6
Demande intérieure finale	186.5	-0.3	0.3	-0.6	0.8	1.6
Variation des stocks ^{1,2}	- 1.0	1.4	-1.7	1.3	-0.1	0.0
Demande intérieure totale	185.5	1.1	-1.1	0.6	0.8	1.6
Exportations de biens et services	55.0	7.4	-3.8	-7.5	3.9	4.9
Importations de biens et services	60.1	7.8	-6.9	-2.2	2.6	3.5
Exportations nettes ¹	- 5.1	-0.3	1.2	-1.6	0.3	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	-1.9	-1.1	0.1	0.9	1.2
Prix à la consommation harmonisé (indice)	—	-1.4	-1.1	0.1	1.1	1.4
Déflateur de la consommation privée	—	-2.8	-1.3	-0.2	0.7	1.3
Taux de chômage	—	26.5	24.9	23.5	23.1	22.7
Solde des administrations publiques ^{3,4}	—	-3.6	-7.5	-2.0	-0.2	0.5
Dette brute des administrations publiques ⁵	—	182.8	183.9	185.7	182.7	177.6
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht ³	—	179.8	177.7	179.7	176.6	171.5
Balance des opérations courantes ⁶	—	-1.6	0.1	-1.0	-0.6	-0.1

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Y compris l'erreur statistique.

3. Sur la base des comptes nationaux, en pourcentage du PIB.

4. Les données pour l'année 2013 comprennent l'impact total du soutien du gouvernement aux institutions financières. Les données comprennent également les profits des banques de l'Eurosystème réalisés sur les obligations du gouvernement grec lesquels ont été remis à la Grèce. Pour les années 2015 à 2017, les données comprennent le soutien estimé du gouvernement aux institutions financières et les recettes des privatisations.

5. En pourcentage du PIB.

6. Sur la base des règlements, en pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 100.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933441327>

L'économie se redresse lentement

Le programme de financement convenu en août 2015 avec les créanciers et l'achèvement du premier examen de la politique économique ont suscité un regain de confiance qui a stimulé l'investissement et la consommation. Toutefois, les recettes liées aux voyages ont diminué au premier semestre de 2016 et la contribution du tourisme à la croissance du PIB devrait baisser encore à cause des conséquences du Brexit et de la crise des réfugiés. Malgré l'assouplissement progressif, mais constant, du contrôle des mouvements de capitaux, les conditions financières restent médiocres en raison du volume des créances douteuses qui restreint l'accès au crédit. Indépendamment de la faiblesse de l'activité, l'emploi a continué à progresser, surtout dans l'industrie manufacturière, mais le chômage reste très élevé, ce qui explique l'ampleur de la pauvreté.

On estime qu'en 2016, l'excédent budgétaire primaire va dépasser l'objectif de 0.5 % du PIB. Le gouvernement a pris des mesures budgétaires législatives dans le but d'atteindre l'objectif d'un excédent primaire de 1.75 % du PIB en 2017 et 3.5 % en 2018. Ces mesures

prévoient notamment un élargissement de la base d'imposition s'accompagnant de coupes dans les dépenses à un moment où les besoins sociaux sont importants. Le gouvernement a engagé un examen pilote de quelques catégories de dépenses et envisage d'étendre l'exercice à l'ensemble des administrations publiques pour repérer les inefficiences. L'objectif sera de redéployer des ressources au profit de mesures de protection sociale destinées à combattre l'exclusion et la pauvreté qui se sont développées au lendemain de la crise ayant débuté en 2009. En dehors de ces initiatives qui méritent d'être saluées, un allègement de la dette, sous une forme ou une autre, sera nécessaire dans l'intérêt de la croissance et des revenus.

L'application intégrale des réformes structurelles est indispensable pour améliorer l'inclusion sociale

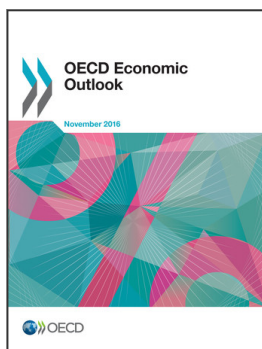
La crise a eu un coût social élevé et le taux de pauvreté, mesuré par rapport aux revenus d'avant la crise, a presque triplé entre 2007 et 2013. L'application intégrale de mesures sociales, comme le revenu minimum garanti, la distribution ciblée de repas dans les écoles et des programmes d'aide au logement, s'impose pour combattre la pauvreté. L'adoption de la réforme du système de retraite améliorera l'équité, car les retraités ont un niveau de vie supérieur à celui des jeunes générations, tout en libérant des ressources pour intensifier le soutien aux plus défavorisés et aux sans-emploi. La modernisation du service public de l'emploi bénéficiera aux très nombreux chômeurs, particulièrement parmi les jeunes et dans la catégorie du chômage de longue durée.

L'application de réformes structurelles, en particulier la réduction du pouvoir des oligopoles et l'allègement de la réglementation, a été trop lente pour générer une croissance durable. Une nouvelle réduction des formalités administratives et l'ouverture de l'accès à certaines professions feraient augmenter la productivité et l'investissement, notamment dans les PME. La poursuite de l'assouplissement de la réglementation dans les secteurs de l'énergie, des communications et des transports serait bénéfique à la compétitivité et aux exportations. L'accélération des privatisations doperait également la compétitivité et l'efficacité. Élargir encore la base d'imposition et faire en sorte que le nouvel organisme indépendant chargé de percevoir les recettes publiques améliore la discipline fiscale et le recouvrement de l'impôt serait un moyen de générer des recettes supplémentaires tout en contribuant à la lutte contre la fraude fiscale. Ce surcroît de recettes pourrait servir à financer des politiques sociales et à rendre la croissance plus inclusive.

La croissance devrait s'accélérer, mais l'incertitude demeure

On prévoit que la croissance de la production gagnera de la vigueur au fur et à mesure que les réformes structurelles stimuleront l'investissement et la consommation. L'emploi augmentera, mais le chômage restera élevé, en particulier celui des jeunes. L'inflation devrait rebondir légèrement pendant la période de prévision, poussée par l'accélération de la progression des salaires.

La mise en œuvre rapide et intégrale des réformes structurelles, une amélioration plus rapide de la liquidité et des conditions de financement du système bancaire ainsi qu'un nouvel allègement de la dette, sous une forme ou une autre, seraient autant de facteurs propices à la confiance et à la reprise. Un affaiblissement du commerce mondial et de la croissance dans l'Union européenne et en Chine se répercuterait sur les exportations grecques. Les tensions géopolitiques entre les pays voisins de la Grèce et la crise des réfugiés qui en découle risquent en revanche de soulever d'autres difficultés de taille.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Grèce », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-2-21-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.